

L'AUTORITÉ NATIONALE INDÉPENDANTE DES ÉLECTIONS installée hier

Mohamed Charfi désigné président



Mohamed Charfi, président de l'Autorité nationale indépendante des élections. © APS

Dernier tour de vis avant la convocation du corps électoral, cette autorité fera face à d'énormes difficultés sur le terrain, comme l'a avoué un membre de cette instance.

L'ex-ministre de la Justice, Mohamed Charfi, a été élu, hier, à main levée, président de l'Autorité nationale indépendante des élections par les membres de cette instance. Seul candidat à ce poste, M. Charfi a été élu par les 50 membres de cette autorité. Dans les coulisses, des membres juraient que cette élection s'était déroulée dans "une totale transparence et la sérénité", d'autant, expliquent-ils, que "l'autorité a tenu à ce que toute la presse nationale soit présente à cet ultime événement du panel de dialogue national et de médiation".

Pour sa dernière sortie dans le cadre de la tâche qui lui a été assignée par le chef de l'État, Karim Younès donnait l'impression d'un homme qui venait d'accomplir et de réussir une mission difficile. Hormis sa courte intervention pour installer les trois membres du bureau pour élire le candidat Charfi, M. Younès s'est refusé à toute déclaration publique.

"Désormais, c'est au président de l'Autorité nationale indépendante des élections de s'exprimer. Moi, j'ai achevé ma mission et je vous salue tous cordialement", s'est-il contenté de dire avant de s'éclipser. Dans sa déclaration, M. Charfi a estimé que "la tâche sera difficile pour réussir une telle mission.

Ce sera encore difficile à cette autorité chargée d'œuvrer pour rendre la parole au peuple afin de décider de son avenir et de parachever l'édification d'un État où le citoyen jouira de tous ses droits dans le seul cadre de la loi".

Pour lui, "la priorité de l'instance sera de concrétiser la revendication principale du peuple, à savoir choisir librement et dans la transparence l'homme qui le représentera au plus haut sommet de l'État.

D'ailleurs, je salue le courage et la sérénité de ceux qui ont fait partie de cette instance et je souhaite être parmi vous tous le jour où le flambeau passera à la nouvelle génération qui aspire à un État de droit et moderne". M. Charfi a, en revanche, refusé de répondre aux questions des journalistes avant que l'autorité n'achève ses travaux à huis clos pour la répartition des tâches.

Cela étant dit, des membres ont révélé que cette autorité travaillera en étroite collaboration avec trois ministères, en l'occurrence ceux de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, mais aussi le Conseil constitutionnel pour réussir le processus électoral du début jusqu'à la fin.

"Il faudra s'attendre à des difficultés énormes sur le terrain. La tâche, comme on l'imagine, ne sera pas facile", a avoué un membre de cette autorité. En ce sens, il faut rappeler que le panel que dirigeait Karim Younès avait fait face à des contraintes multiples pour contacter les personnalités nationales, les partis politiques et les représentants de la société civile.

Depuis le 6 août dernier, son instance a non seulement essuyé une vague de refus, mais elle a enregistré des défections en série des membres qui la composaient. Ayant élagué les préalables qu'il avait posés d'un commun accord avec le président Bensalah, le panel en a pris pour son grade lors des marches populaires et sur les réseaux qui ont décrié sa démarche.

Du coup, il faudra s'attendre à ce que la nouvelle autorité fasse l'objet de sévères critiques de la part des millions d'Algériens qui, chaque vendredi de mobilisation, réclament une transition politique. Du reste, il faut rappeler que le président de cette autorité élue avait occupé, au début des années 2000, le poste de conseiller à la Cour suprême, avant d'être nommé, en 2002 et en 2012, au poste de ministre de la Justice.

Cet énarque avait également occupé de hautes fonctions au niveau du secteur de la justice. Ayant refusé de lancer la procédure de la levée du mandat d'arrêt international délivré à l'encontre de Chakib Khelil et d'une dizaine d'autres personnes, M. Charfi sera débarqué par le président déchu Bouteflika du poste de ministre de la Justice avant d'être rappelé à occuper une autre fonction à la Cour suprême.

FARID BELGACEM